



EDMUND / EPH / MARIANNE

“UNE IMMENSE ZONE DE TRAFIC” Saisie au Niger par l'armée française de 4 tonnes de cannabis et d'armes, en 2015.

DANS LES MÉANDRES DE L'“AFRICAN CONNECTION”

Laurent Guillaume, un ex des stups reconverti dans le polar, a enquêté sur le crime organisé et ses ravages sur le continent africain. Ce n'est pas de la littérature. **PAR ALAIN LÉAUTHIER**

L'Afrique change. Elle n'a plus seulement des ressources naturelles exceptionnelles, mais aussi des mégapoles modernes, et, un peu partout, de la criminalité à grande échelle. Si la lutte contre le péril djihadiste concentre les moyens et les experts, celle contre les réseaux criminels reste balbutiante. Parallèlement à l'écriture de polars, Laurent Guillaume, un ex de la BAC et des stups, forme à cette mission des policiers du continent dans le cadre de la coopération internationale. Aujourd'hui consultant, il livre, contributions de chercheurs à l'appui, le tableau complet de l'Afrique des marges.



AFRICA CONNECTION, sous la direction de Laurent Guillaume, La Manufacture de livres, 256 p., 18,90 €.

Marianne : Pourquoi un livre sur le crime organisé en Afrique. Manquerions-nous d'informations sur le sujet ?

Laurent Guillaume : Il y a des informations, mais essentiellement dans ce qu'il est convenu d'appeler la « littérature grise », fondée sur les travaux d'institutions publiques et de chercheurs.

Un déclic particulier vous a-t-il incité à vous mettre à la tâche ?

Oui, l'émergence massive des drogues de synthèse dans de nombreux pays, et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest où je mène régulièrement des missions

de formation. Le sentiment aussi que l'Afrique est en train de devenir une immense zone de trafic, hélas dans une indifférence générale.

L'existence des trafics et de la criminalité ne date pourtant pas d'aujourd'hui.

Si l'on s'en tient à la période contemporaine, une forme de criminalité existe dès les années 30, impliquant notamment le gangstérisme français dans la contrebande de cigarettes ou la drogue. Le milieu corso-marseillais avait ses *hubs* sur les côtes pour le trafic de l'héroïne ou du cannabis. A la fin de la French Connection, il s'est replié sur les jeux en créant des succédanés du PMU dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest où des milliers de personnes pariaient, et parient encore, sur des courses se déroulant sur les hippodromes

de l'Hexagone. Dès les années 60, le milieu libanais a été également très actif dans plusieurs pays. Il était très présent dans le business des *blood diamonds* (« diamants de sang ») dans la Sierra Leone, dans les années 80.

Au profit du Hezbollah...

Toutes ces zones, en Sierra Leone ou en Côte-d'Ivoire par exemple, sont clairement des bases arrières du financement du Hezbollah.

De nos jours, une criminalité se singularise-t-elle ?

Incontestablement, celle des Nigériens, de loin la plus active, avec d'importantes ramifications à l'étranger et intervenant dans de multiples domaines. D'abord la cybercriminalité, le phishing, l'hameçonnage, les fameuses « fraudes 419 » (en référence à l'article de loi nigérien qui théoriquement les réprime). Ils sont également très présents dans les diverses affaires liées aux *blood diamonds* et la traite des êtres humains. Mais une partie importante des ressources provient encore du trafic de stupéfiants. Ils n'ont cessé d'en épouser les évolutions depuis les années 70 : du cannabis à la cocaïne et, de plus en plus, à la production locale des drogues de synthèse, notamment les méthamphétamines.

Leur organisation est, dit-on, très différente de celle des mafias italiennes ou italo-américaines.

On est effectivement assez loin du modèle vertical de Cosa Nostra. Leur structuration se veut fluide, souple, résiliente et non pérenne, donc difficile à pénétrer. Il y a une foultitude de groupes, certains ne se montent que pour un seul coup. Ils vont par exemple affréter un conteneur pour un chargement de coke puis disparaissent.

Mais il y a des têtes pensantes, les fameux drug barons...

Un *drug baron* apporte l'investissement financier, il va confier l'affaire

à un *striker* qui recrute ensuite son équipe, souvent des gens d'une même ethnie, voire d'un village, et tout est très compartimenté.

On reste toujours entre Nigériens ?

Pour l'essentiel, oui, mais des relais locaux peuvent être associés bien sûr. Ce système a, en tout cas, fait ses preuves. Dans le trafic de drogue, au début les Nigériens travaillaient surtout pour les autres, les cartels colombiens ou la Camorra. Mais ils ont progressivement monté en grade. Il y a des Nigériens partout dans le monde, aux Etats-Unis, dans la région de Chicago en particulier, au Pakistan,

“LA CRIMINALITÉ DES NIGÉRIENS EST DE LOIN LA PLUS ACTIVE AVEC D'IMPORTANTES RAMIFICATIONS À L'ÉTRANGER ET INTERVENANT DANS DE MULTIPLES DOMAINES.”

en Thaïlande, en Afghanistan ou en Amérique du Sud, à Sao Paulo.

Peut-on les situer dans la mosaïque ethnique du Nigeria ?

Beaucoup sont des Igbo – mais tous les Igbo ne sont pas des trafiquants – et la région d'Edo comme la ville de Benin City restent leur fief « naturel ». La guerre du Biafra [1967-1970] explique en partie cette concentration : battus, les Igbo se sont réfugiés dans le « business ». Et ils ont arrosé tout le monde, jusqu'au sommet de l'Etat fédéral...

On évoque l'implantation des triades chinoises...

La documentation fiable sur le sujet est encore limitée, mais on sait que la forte implantation chinoise en Afrique, avec des milliers de travailleurs envoyés sur place, ne peut laisser les organisations criminelles chinoises

inactives... Ce qu'on appelle les hôtels chinois ne sont ni plus ni moins que des bordels. Tous les trafics touchant la faune, la flore, les espèces rares, sont clairement pris en main par les Asiatiques.

Les réseaux de la grande criminalité et ceux du djihadisme vont ensemble. On l'a beaucoup entendu. Vrai ?

De pseudo-experts, certains issus de nos rangs, ont raconté beaucoup de bêtises. Que, par exemple, des représentants des cartels colombiens discutaient business avec des djihadistes en pleine zone sahélienne, j'attends toujours les preuves. En vérité, même s'ils peuvent ponctuellement avoir des intérêts communs, les uns et les autres n'ont pas les mêmes objectifs. Après, on sait ce qu'il advient de certains groupes politiques, ils font du trafic pour financer la cause mais quand l'argent commence à couler à flots, il prend le pas sur tout. Il y a de nombreux exemples de la sorte sur le continent, notamment en Centrafrique ou en RDC [République démocratique du Congo]. Dans le cas de ce dernier pays, dans l'Est, le trafic des métaux précieux, l'attrait des énormes richesses naturelles, ont même poussé des milices hutues et tutsies du Rwanda voisin à s'associer...

La réponse des Etats est-elle à la hauteur des enjeux ?

Pour plusieurs raisons, dont la corruption d'une partie du personnel politique et institutionnel, on est encore loin du compte. Mais les choses bougent. Le Sénégal a ainsi budgété 150 millions d'euros uniquement pour la lutte contre la criminalité. La coopération internationale permet de former des personnels spécialisés, mais elle souffre d'un manque de planification. Il y a pourtant urgence. L'explosion des drogues de synthèse et du tramadol constitue un danger mortel pour la cohésion sociale de ces pays, déjà souvent fragiles. ■